

### Régie des produits pétroliers

essentiels. Il faut s'assurer que nous pouvons produire et attirer les capitaux nécessaires à la mise en valeur de nos ressources. Certains de ces capitaux viendront sans doute de l'étranger, mais rien ne s'oppose à ce que nous en assurions le contrôle là où il est important de le faire, en plus d'une participation canadienne dans la mesure où les Canadiens le voudront réellement.

● (2040)

Il faut s'assurer des prix raisonnables pour nos produits énergétiques, qu'ils soient vendus au Canada ou sur les marchés d'exportation, des prix qui représentent la valeur réelle des produits. Il faut des politiques réalistes en matière de transport, qui permettent le transport économique des produits énergétiques jusqu'au marché. Il faut, en tant que Canadiens, être prêts à bénéficier des importations lorsque celles-ci sont avantageuses et, de plus, il faut être prêts à bénéficier des exportations de ressources énergétiques excédentaires, une fois nos besoins satisfaits. Il faut donc des politiques positives et fermes, qui stimulent la croissance, fassent naître des occasions d'investir des capitaux et de créer des emplois pour les Canadiens, fournissent des redevances et des règlements d'impôt justes, et assurent des contrôles sévères mais raisonnables sur l'environnement.

[Français]

**M. Rosaire Gendron (Rivière-du-Loup-Témiscouata):** Monsieur le président, je pense que la présente résolution vient à son heure. Il n'y a pas de problème qui retienne davantage l'attention des Canadiens que celui des ressources énergétiques actuellement, et ce, au même moment où l'on cherche des solutions pour cet approvisionnement. On remarque une grande préoccupation pour ce qui est de la protection de l'environnement. Il semble parfois que les deux entrent dans un tel conflit, que si l'on y ajoute également les conflits d'intérêts régionaux, il apparaît que vouloir faire dans ce domaine une planification globale, c'est vouloir concilier l'inconciliable.

Il m'apparaît, cependant—sans vouloir poser à l'expert et en toute humilité—que si l'on fait un tour d'horizon des problèmes que nous devons affronter, il n'y a pas de solution possible sans que l'on fasse également une planification globale des intérêts de tout le pays, face à la mise en valeur de ces ressources.

Et je disais que la préoccupation pour l'environnement paraît à ce point sensible, à certains moments, qu'elle peut engendrer des conflits dans la mise en valeur de nos ressources.

Je comprends fort bien, dans mon tour d'horizon, et si je tourne mon regard vers l'ouest, vers la Colombie-Britannique, que les citoyens de cette province se préoccupent de l'acheminement du pétrole brut de Prudhoe Bay par Anchorage, et le long des côtes jusqu'à Seattle. Au fait, les habitants de cette province, face à la possibilité de risques écologiques, sans aucune retombée économique ou aucun avantage, proposent qu'on achemine ce pétrole brut de la façon suggérée dans leur volume *The Way Out* qui, en passant, est très bien fait. Il s'agirait de transporter le pétrole par chemin de fer, ce qui m'apparaît fort logique et présente l'avantage d'une protection accrue pour l'environnement, et la possibilité, en construisant ce chemin de fer du nord au sud, d'avoir accès non seulement à ces ressources incalculables, mais encore de mettre en valeur toutes les ressources de la province qui, on le sait, est riche en valeurs minérales, forestières et autres.

[M. Balfour.]

Peut-être me taxera-t-on d'être un peu utopique en appuyant ce projet, mais qu'il suffise de nous rappeler que lorsqu'on a voulu construire un chemin de fer de l'est à l'ouest, les Prairies étaient considérées comme un bled improductif et que, par la suite, avec cet esprit visionnaire et ce sens du risque qu'avaient les pionniers, non seulement on a fait des Prairies le grenier du monde, mais on y a aussi découvert d'immenses ressources en huile, en gaz, en potasse, bref, toutes sortes de ressources, ce qui, aujourd'hui, bénéficie non seulement aux provinces concernées, mais au pays tout entier.

Je dis que cette même préoccupation des gens de l'Alberta, qui plaident leur cause en invoquant la protection de l'environnement, à l'encontre d'une politique visant à transporter l'huile du nord via Valdez, par bateau, et voulaient avoir un pipe-line, un gazoduc, et un oléoduc, m'apparaît également fort justifiée.

Et je crois encore là que cette politique est également conciliable avec les intérêts du pays et avec ceux des Américains. On l'a signalé, et je pense qu'il est bon de le rappeler, que le Canada est tout de même très richement pourvu en matières premières et en produits de toutes sortes, qui pourraient être considérés comme des sources d'énergie, comme l'uranium, par exemple. Au fait, nous en sommes si largement pourvus que, de toute évidence nous avons avec nos riches voisins du Sud un «bargaining power», un pouvoir de négociation qu'il faut savoir utiliser intelligemment pour faire qu'en Amérique du Nord nous sachions concilier nos intérêts pour notre développement, tout en ne perdant point de vue que notre première préoccupation, qui est également incluse dans la présente résolution, doit être de desservir au mieux le consommateur canadien. Et je pense que si nous partons de ce principe qu'il faut desservir le consommateur canadien, il devient vraiment possible de concilier les inconciliables.

Le pipe-line se prolonge, nous le savons, jusqu'en Ontario. Et j'entendais, au comité des ressources nationales et des travaux publics, M. McKeough, secrétaire parlementaire du premier ministre de l'Ontario, se plaindre que, tout de même, le fait d'être au bout de ce pipe-line coûtait à l'Ontario entre 70 et 80 millions de dollars par année. Cette province agissait ainsi plutôt que de tirer avantage des produits de l'importation. Je lui demandais d'ailleurs s'il considérait que c'était le prix à payer pour protéger les raffineries de l'Ontario et l'industrie pétrochimique, plutôt que de supprimer la «barrière Borden», la frontière de la vallée de l'Outaouais, et de prolonger le pipe-line jusqu'à Montréal, à condition qu'on laisse nécessairement jouer l'offre et la demande et que cela aille dans les deux sens.

● (2050)

Tant et aussi longtemps qu'on pourra s'approvisionner de produits de l'étranger à meilleur compte, tant mieux pour le consommateur canadien et tant mieux aussi pour nos propres ressources. En quoi sont-elles en danger à ce moment-là? Et n'a-t-on pas des marchés si formidables et si considérables qu'il s'agira, en définitive, tout simplement de planifier ce que nous voulons vraiment vendre, dans l'intérêt des industriels, des Canadiens, de ceux qui seront nos clients. Mais même malgré cette première préoccupation, on se doit de se préoccuper des Canadiens.

Je vois le ministre de l'Environnement (M. Davis) à la Chambre, et récemment je l'entendais dire qu'il aurait pour les ports de l'est la même préoccupation, au point de vue de l'environnement, que pour ceux de l'ouest. Je dis au ministre qu'il faut être d'accord sur cette politique et cette préoccupation pour l'environnement, mais qu'il y a